

Accords de Bretton Woods—Loi

Puis il a décrit en détail la baisse substantielle des prix mondiaux de leurs principaux produits d'exportation. En sept ans, soit de 1980 à 1987, le prix du café a baissé de 41 p. 100, celui du coton de 31 p. 100, celui des bananes de 7 p. 100, celui du sucre de 83 p. 100, et celui du boeuf de 12 p. 100. Il a dit que, compte tenu de cette baisse marquée, il n'y a pas lieu de s'étonner si tous les pays de la région ont connu une dépression économique au cours de cette décennie, indépendamment du niveau des troubles sociaux ou de la structure politique existante. Il a ajouté ce qui suit:

Les premières évaluations indiquent que les pertes résultant de la baisse de volume des marchandises traditionnelles destinées à l'exportation a été en moyenne de plus de un demi milliard de dollars par année; les pertes imputables aux baisses de prix sont encore plus considérables.

Par conséquent, les mécanismes que nos pays utilisent pour maintenir le prix des denrées agricoles au plus bas ont appauvri ces pays de plus de un demi-milliard de dollars.

Je ne vois rien qui m'autorise à penser que le Fonds monétaire international entend changer sa politique. Nous lisons dans les journaux qu'il n'a pas l'intention de le faire. Selon un article publié hier dans le *Citizen* d'Ottawa, M. Camdessus aurait déclaré: «Je ne vois pas que les gouvernements des principaux pays créanciers soient prêts à envisager cette approche».

Il parlait d'allègement de la dette. Il a fait en outre état de la situation désespérée non seulement des pays d'Amérique centrale, mais de toute l'Amérique latine.

Le même principe qui vaut pour l'Amérique latine et l'Amérique centrale vaut également pour l'Afrique. Le Fonds monétaire international n'aide pas ces pays à se rétablir. Il les force au contraire à s'enliser toujours davantage. Si, à l'instar d'autres pays, le Canada n'arrive pas à persuader le Fonds monétaire international de modifier sa politique, l'argent que nous allouons à ces pays ne va pas les aider mais leur nuire. Il ne servira qu'à enrichir les banques de notre pays.

M. Manly: Mon collègue a dit que cela revient presque à l'homme à la houe. Je suis d'accord avec lui, sauf que dans le monde d'aujourd'hui, cela revient dans une large mesure à la femme à la houe, ou même à l'enfant à la houe.

La réalité, c'est que des familles entières sont réduites à un esclavage salarié, à produire des denrées dont les prix se sont effondrés.

● (1300)

Cela me rappelle la vieille histoire du magasin de la compagnie. Plus vous travaillez fort, plus vous êtes endettés. Vous devez jusqu'à votre âme au magasin de la compagnie. Cela s'est vu bien souvent dans certaines des villes mono-industrielles au Canada, où des gens étaient littéralement enfermés dans une sorte d'esclavage salarié. Le magasin de la compagnie leur vendait à crédit. Quand les débiteurs semblaient sur le point de couler, le magasin leur accordait encore un peu plus de crédit, en les gardant toujours sous sa férule. En un sens, c'est ce que le FMI a fait.

Le député a parlé de cette spirale vicieuse que nous observons. C'est une spirale vers le bas, pas seulement un cercle vicieux. C'est une spirale vicieuse vers le bas à cause de la chute des prix des marchandises. Cela amène ensuite les pauvres des pays pauvres à produire davantage pour tâcher de compenser le manque à gagner attribuable à la chute des prix. Comme ils produisent davantage, cela provoque un surplus sur

le marché, ce qui entraîne une autre chute des prix des marchandises. Cette spirale vicieuse vers le bas a une incidence directe sur les pauvres.

Comment peut-on briser ce cercle vicieux? Quelles mesures le Canada devrait-il prendre? Quelles mesures le FMI devrait-il prendre? Quelles mesures les députés, quelles mesures le premier ministre (M. Mulroney) devrait-il prendre le mois prochain quand il se réunira avec les autres soi-disants leaders du monde industrialisé à Toronto?

M. Heap: Je remercie mon collègue de sa question, monsieur le Président. Je reconnais qu'il possède une solide expérience en la matière grâce au travail qu'il a consacré à l'aide officielle au développement par l'intermédiaire de l'ACDI.

La question qu'il pose en est une à laquelle un comité devrait s'attaquer une fois que le projet de loi lui sera renvoyé après avoir été adopté en deuxième lecture. J'ose espérer que cette question y fera l'objet d'une étude très attentive. Bien que je n'en fasse pas partie, je voudrais assister aux réunions du comité et participer si possible à ses délibérations.

Quant à ce qu'il convient de faire, je dirai qu'il faut d'abord changer la politique d'aide conditionnelle du FMI. Au lieu d'imposer aux pays bénéficiaires d'accroître leurs exportations, ce qui les oblige souvent à importer davantage de machines, de combustibles, d'herbicides, d'engrais, etc., le FMI devrait se préoccuper davantage de la situation de la population au lieu de s'inquiéter de la sienne. Est-ce que le Fonds monétaire international applique une politique qui permet aux gens de manger mieux, de bâtir des écoles pour leurs enfants et d'avoir des logements sains? Nous ne nous attendons pas à ce qu'il atteigne cet objectif en un an, mais progresse-t-il dans cette direction? Si ce n'est pas le cas, il devrait chercher des moyens de le faire au lieu d'examiner la balance commerciale et d'évaluer l'aptitude à rembourser les dettes.

Un certain nombre de personnes ont proposé ce qui suit à une conférence organisée à Oxford à laquelle ont assisté un représentant de chacun des partis fédéraux du Canada. Les montants remboursés par les pays d'Amérique centrale sur les dettes contractées surtout auprès de gouvernements et de groupes multilatéraux devraient être conservés par la Banque d'Amérique centrale et réaffectés au développement de la région, et en particulier à des projets qui encourageraient deux pays ou plus à collaborer.

On a également proposé la construction d'une voie ferrée à travers toute l'Amérique centrale. C'est une proposition vraiment révolutionnaire, monsieur le Président. Il y a beaucoup de chemins de fer dans la région, mais il n'y a pas un chemin de fer d'Amérique centrale, rien que des voies secondaires allant jusqu'à l'océan. Un chemin de fer pourrait aider ces gens à collaborer davantage et à prévenir des guerres. Notre comité pourrait examiner des projets de ce genre en vue d'en proposer la réalisation au Fonds monétaire international. J'espère que cela pourra se faire, monsieur le Président.

M. Friesen: Monsieur le Président, le député laisse entendre que les pays d'Amérique centrale devraient exporter moins. S'ils le faisaient, je suppose que de plus en plus de leurs produits resteraient chez eux. Est-ce que le député propose que chacun de ces pays cherche à réaliser l'autarcie et réduise au minimum ses échanges commerciaux avec le reste du monde?